

LOUHANS/TOURNUS EMPLOI

Un dispositif test contre le chômage de longue durée

BRESSE



■ Bernard Arru (à droite) est venu expliquer le dispositif à l'initiative de Cécile Untermaier (à gauche). Photo Patrick AUDOUARD

Utiliser l'argent des allocations chômage pour embaucher les demandeurs d'emploi de longue durée en CDI. C'est le principe de l'expérimentation que la députée Cécile Untermaier espère mener sur sa circonscription. Louhans et Tournus sont particulièrement visés.

Éradiquer le chômage de longue durée dans un territoire serait possible. C'est le sens d'une expérimentation menée actuellement dans une dizaine de communes en France. Un dispositif test que Cécile Untermaier aimerait bien importer dans sa circonscription. En fin de semaine dernière, la députée de la Bresse et du Val de Saône a organisé, à Louhans, une réunion de travail. Étaient présents une délégation de Pôle emploi, une élue de Bresse louhannaise intercom' et deux organismes d'insertion de Louhans et Chalon. Tous étaient venus écouter Bernard Arru, le directeur de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée. Cet organisme accompagne les territoires tests dans la mise en place de ce dispositif.

Utiliser l'argent des allocations chômage

« Le but est de fédérer toutes les forces vives d'un territoire pour en éliminer la privation d'emploi », explique Bernard Arru, qui se base sur trois principes : « Nul n'est inemployable. Des travaux utiles, il y en a une multitude. Et l'argent existe, puisqu'il sert à payer les allocations des chômeurs. » L'idée est donc d'utiliser cet argent pour embaucher les chômeurs de longue durée en CDI. Les postes sont créés par des entreprises déjà existantes, ou montées pour l'occasion. Pour chaque équivalent temps plein créé, elle reçoit 18 000 €. Charge à elle de fixer ensuite la rémunération.

Des missions à inventer

Mais quel travail effectueraient ces nouveaux salariés ? « Il s'agit de services que les entreprises ne peuvent pas fournir car elles ne sont passables », reprend Bernard Arru. Définir ces missions serait le rôle d'un comité local de pilotage, composé d'acteurs locaux. « Par exemple, accompagner les rési-

2 000

Le nombre de chômeurs de longue durée sur le bassin Louhans-Tournus, selon les chiffres Pôle Emploi

dents de maisons de retraite qui veulent sortir faire une course ou aller chez le coiffeur, cite Cécile Untermaier. Faire du désherbage manuel, ou encore ramasser du bois mort en forêt et le distribuer aux personnes âgées... »

Louhans et Tournus en pôle ?

Reste à savoir quelle commune de la circonscription pourrait accueillir un tel dispositif. Si des villages comme Cuisery et Cuiseaux ont été cités, les communes de Louhans et Tournus semblaient davantage tenir la corde. Mais au final, tout dépendra de la faculté des acteurs locaux à se mobiliser. « Il faudra voir où la mayonnaise prend », conclut Cécile Untermaier, qui a prévu de faire un nouveau point au mois de juin.

Patrick Audouard

REPÈRES

■ Qu'est ce que le projet "Territoires zéro chômeur longue durée" ?

Ce projet a été porté à l'origine par ATD Quart monde, puis par l'association Territoires zéro chômeur de longue durée. Son but, montrer qu'il est possible, à l'échelle des petits territoires, de proposer à tout chômeur de longue durée un emploi en CDI, sans que cela coûte de l'argent pour la collectivité. ATD Quart monde a obtenu en 2016 l'adoption d'une loi d'expérimentation. Elle a permis la mise en place du dispositif dans 10 territoires français à partir du 1^{er} février 2017, et ce pour une

durée de cinq ans.

■ Comment le dispositif se met-il en place ?

Dans les territoires tests, le projet est porté par un comité de pilotage rassemblant élus, organismes d'insertion, entreprises, etc. Ce comité rencontre les chômeurs de longue durée pour connaître leurs aptitudes et leurs envies. Ils définissent ensuite des besoins du territoire non satisfaits, et ce dans deux domaines : service à la personne et transition énergétique. Dernière étape, la mise en connexion entre les deux par des "entreprises à but d'emploi, créées ou

déjà existantes", chargées de recruter les chômeurs et de leur donner un travail utile pour le territoire.

■ Quel objectif à long terme ?

L'objectif, à long terme, est d'instaurer un droit pour toutes les communes à bénéficier de ce dispositif. Mais, dans un premier temps, l'association travaille à la construction d'un deuxième projet de loi, qui reconduirait l'expérimentation pour la période 2020-2025. Cette fois, 50 à 100 collectivités pourraient la mener. Dont une commune de la Bresse, du Val de Saône ou du Tournugeois ?